

ves de juin la bourgeoisie est arrivée à en faire des revendications présentées au nom des ouvriers (comme des garanties de leurs intérêts) par les organisations syndicales.

Durant cette période les centristes marcheront collés à Jouhaux et lorsqu'à la manifestation du Palais d'Hiver, L. Blum fera son discours, les huées ne viendront pas au sujet du « statut démocratique de grève » mais pour la non intervention en Espagne.

L'« Humanité » du 28 fera appel aux ouvriers afin qu'ils ne réagissent pas à la provocation du grand patronat. Des projets de loi sont déposés à la Chambre écrira Vaillant Couturier, ce cannibal du patriotisme.

Sur ces projets de lois, Jules Moch, dans sa déclaration à la presse, jettera une vive lumière : « Dans le projet de loi, dira-t-il, la méthode et la même que dans l'avant-projet (discuté par C. G. P. et C. G. T.), les précautions et garanties auxquelles tenaient, à propos de l'arbitrage, les patrons ont été respectés. » En quoi résidaient ces « précautions et garanties » patronales, voilà ce que Racamond nous apprendra au nom de la C. G. T. L'article 12 de la loi dit : « la sentence arbitrale est obligatoire pour les parties en cause ». Racamond acceptera toujours au nom de la C. G. T. (décidément Jouhaux a trouvé les hommes qu'il lui faut pour exécuter sa sale besogne) ce paragraphe afin de briser les manœuvres destinées à entraver le redressement économique. L'« Humanité » s'écriera en même temps : « Français, unissez-vous » et « La C.G.T. est pour la paix sociale ».

Ceci acquis une fois pour toutes, le patronat fera quelques concessions certainement compensées par Blum : à Roubaix le Consortium du Textile augmentera les salaires de 10 p.c.

En métallurgie, comme au récent congrès des métaux des voix s'étaient fait entendre pour déclencher la grève le 1er décembre si la semaine de 40 h. n'était pas appliquée à cette date, l'Union des Syndicats lancera le 29 novembre une mise en garde contre ceux qui tenteraient de déclencher une grève le lundi. Monsieur Vaillant Couturier rappellera le dimanche 30 qu'au sujet des conflits sociaux, il y a des légers qui ont la vie dure : il faut savoir terminer une grève et l'occupation des usines est inop-

portune. D'ailleurs, en métallurgie les 40 h. seront appliquées le 6 décembre.

A la Chambre, les lois de Blum passeront au milieu de la satisfaction générale et ce dernier pourra se féliciter que le monde ouvrier qui ne voyait jusqu'ici qu'un piège dans l'arbitrage le demande et l'accepte aujourd'hui avec enthousiasme. Seul son ami P. Reynaud, jettera une note discordante en faisant très justement remarquer que l'arbitrage obligatoire a donné des résultats seulement dans les pays dictatoriaux (Allemagne, Italie, Russie) Faut-il voir dans cette remarque de M. Reynaud la tendance réelle de la bourgeoisie française s'orientant vers la droite pour faire appliquer les lois de Blum ? Cela n'est évidemment pas exclu, mais il est certainement trop tôt pour répondre à ce problème que l'opposition entre socialistes et centristes a posé au sujet de l'Espagne.

Les contours de cette opposition ont déjà été tracés par nous : il s'agirait d'en suivre maintenant le développement. Nous croyons avoir prouvé qu'au sujet des problèmes intérieurs s'est exprimée une pleine solidarité entre les participants au Front Populaire, y compris les centristes. L'axe de la bataille c'est que Blum mène la politique extérieure de la bourgeoisie conforme à la bataille qu'il a livrée contre le prolétariat : éviter le précipice d'une guerre extérieure en assommant les ouvriers, alors que les centristes qui ont participé à l'étranglement des ouvriers se dirigent vers l'issue de la guerre, conformément au développement de la lutte ouverte entre la Russie, l'Allemagne et l'Italie, en Espagne.

Fait qui mérite toute notre attention, c'est le 3 novembre à St-Etienne, que Thorez qui — parlementairement parlant — avait déjà tressailli d'indignation devant le massacre de femmes et d'enfants par les armées de Franco, estima nécessaire d'ouvrir le feu contre L. Blum : au moment précis où celui-ci se préparait à ramasser les lauriers pour ses lois concernant l'arbitrage obligatoire.

Désormais, la querelle va s'envenimer. Parallèlement aux efforts redoublés de l'Allemagne, de l'Italie qui envoient ouvertement des troupes à Franco, de la Russie qui active son intervention en Espagne, les centristes français déchaînent leurs invectives pathétique contre leur compère Blum. La grande bataille parlementaire de vendredi-samedi se prépare. Les ou-

vriers n'ont pas le temps de prêter grande attention aux lois sur l'arbitrage obligatoire car la vie du Front Populaire est mise en danger par la tension de la situation internationale qui s'exprime en France par deux attitudes capitalistes : celle de Blum et celle de Thorez.

Les débats parlementaires nous ont montré que Blum dans la défense de la non-intervention avait bien derrière lui toute la bourgeoisie et que si Kerillis et autres requins de droite n'avaient pas voté pour lui c'est uniquement pour ne pas se discréditer près de leur clientèle électorale.

Cependant, il ressort des déclarations de Blum que l'attitude des centristes — même leur abstention — pour autant qu'elle deviendrait un élément durable signifierait la fin du gouvernement du Front Populaire. Il est évident que devant l'abstention du P.C., les socialistes se trouveraient acculés à affronter le prolétariat sans pouvoir marcher de front avec la démagogie centriste et tout le profit que la bourgeoisie tire du gouvernement actuel cesserait. Dans ce cas, Blum ne s'en irait pas mais il serait chassé par la bourgeoisie qu'il a servi avec tant de zèle et de résultats.

Cependant, les centristes sont incontestablement hésitants devant la campagne qui s'est déclenchée contre le Front Populaire après leur abstention au vote de confiance demandé par Blum. Ils ne comprennent pas que de « bons français » qui ont fait accepter par les ouvriers l'arbitrage obligatoire, le statut démocratique de grève et les fameuses lois sur la presse au sujet desquelles le cadavre de Salengro a été utilisé cyniquement par le Front Populaire, soient brusquement considérés comme les galeux, les pelés « d'où venait tout le mal ». Maladroitement, le P. C. F. se défend de pousser à la guerre : il voudrait seulement lever le blocus de l'Espagne. A quoi Blum peut parfaitement répondre que cela ne suffit pas — ce blocus existe-t-il d'ailleurs ? — mais que pour aider le gouvernement de Valence il faudrait jeter les troupes françaises dans la mêlée et cela signifierait la guerre mondiale. La bourgeoisie dans son ensemble est derrière cette politique de Blum mais elle apprécie les hurlements chauvins des Thorez-Duclos et c'est dans la mesure où les oppositions se développeront entre

ces deux conceptions qu'elle se décidera à faire recours à une nouvelle formation gouvernementale.

Le dernier Comité National de la C. G. T. nous a montré l'effort réalisé pour prouver que toute la Confédération acceptait les lois sociales sur l'arbitrage et la grève alors que sur l'Espagne des divergences s'exprimaient « dans une atmosphère fraternelle ». Même les centristes ont comorés qu'ils devaient laisser les Delmas, les Dumoulin défendre le gouvernement et sa politique espagnole afin d'éviter de donner l'impression que la C. G. T. acceptait la position de leur parti. Jouhaux quant à lui, sera très réservé et parlera seulement du droit des ouvriers à ne pas rester « neutres » devant les événements d'Espagne.

Il ne s'agit pas de prophétiser sur le déroulement ultérieur des événements, en France, mais de faire le point. On peut donc rapidement affirmer que le gouvernement Blum a rempli brillamment ses fonctions et qu'il a su tenir tête à la période d'agitation ouverte par les grèves de juin. Accords de l'Hôtel Matignon, dévaluation, lois sociales sur l'arbitrage et la grève, lois sur la presse, voilà des étapes contresignées par la défaite des ouvriers. Que sur la base de la situation internationale et espagnole, Blum soit forcé de partir pour faire place à un gouvernement plus axé vers la droite, cela n'est pas exclu mais cette opération se fera d'autant mieux que le problème espagnol sera résolu, comme c'est après la conquête de l'Éthiopie par l'Italie, que Sarraut succéda à Laval dont il allait corriger la politique extérieure et intérieure.

De toute façon, les ouvriers français ont à lutter contre les lois scélérates imposées par la bourgeoisie au travers des gens du Front Populaire. Il n'existe pas de « statut démocratique de grève » ou de « neutralisation » des usines, mais le choix suivant : se mettre sous la protection « fraternelle » des gardes mobiles et de l'État capitaliste ou engager une lutte à mort contre le patronat, l'État et pour la défense des revendications de classe des prolétaires. Ce chemin au lieu d'être celui prôné par les centristes au sujet de l'Espagne, au lieu de conduire à la guerre, est celui des batailles, pour renverser la domination capitaliste et se diriger vers l'émancipation des travailleurs.